COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

SOUVERAINETÉ SUR LES CAYES DE SAPODILLA (BELIZE c. HONDURAS)

OBSERVATIONS ÉCRITES DE LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS SUR LA REQUÊTE À FIN D' INTERVENTION DÉPOSÉE PAR LA RÉPUBLIQUE DU GUATEMALA

15 FÉVRIER 2024

OBSERVATIONS ÉCRITES
DE LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS

1. En vertu du paragraphe 1 de l'article 83 du Règlement de la Cour, et dans le délai fixé par la Cour par le biais de la communication 160824, adressée à l'Agent de la République du Honduras (ci-après le Honduras), daté du 1er décembre 2023, le Honduras formule par la présente ses observations écrites concernant la requête à fin d'intervention, présentée par la République du Guatemala (ci-après le Guatemala) le 1er décembre 2023 dans l'affaire relative à la *Souveraineté sur les cayes de Sapodilla (Belize c. Honduras)*, conformément à l'article 62 du Statut de la Cour.

2. Le Belize n'a formulé aucune objection à l'intervention du Guatemala dans cette affaire, comme indiqué dans les Observations écrites du 18 janvier 2024. L'acceptation laconique de l'intervention du Guatemala contraste avec le long paragraphe suivant, dans lequel le Belize se permet de proposer à la Cour, comment organiser et fixer les délais à respecter jusqu'à la fin de la procédure. Le Honduras tient à exprimer son désaccord avec cette proposition, car il s'agit d'une possibilité non-prévue dans le Règlement de la Cour.

3. Premièrement, le Honduras présente certaines observations liminaires dans le but d'éclairer de manière générale l'analyse de la requête à fin d'intervention présentée par le Guatemala dans ce litige. Deuxièmement, le Honduras formule une série d'observations concernant le contenu et la portée de la requête à fin d'intervention présentée par le Guatemala, à propos du Statut et du Règlement de la Cour. Troisièmement, le Honduras expose plusieurs remarques finales à l'appui de ses conclusions auprès de la Cour.

I. Observations préliminaires

4. Au préalable, la requête à fin d'intervention du Guatemala devait être rejetée *in limine* pour vice de forme. Selon le paragraphe 3 de l'article 81 du Règlement de la Cour : « La requête contient un bordereau des documents à l'appui, qui sont annexés ». Il s'agit d'une exigence obligatoire et d'une condition *sine qua non* pour la recevabilité de l'intervention. Cette condition n'est pas remplie par le Guatemala, sans en donner ni les motifs ni la raison. En effet, on ne trouve aucune liste de documents ni d'Annexes, car il est évident que le Guatemala ne souhaitait pas compromettre sa position en présentant des documents à la Cour (le 1er décembre 2023), sans connaître les arguments de l'une des parties, étant donné que le contre-mémoire du Honduras n'a été présenté que le 4 décembre 2023. Le non-respect de cette exigence est inexcusable.

5. Il est évident que cette omission volontaire du Guatemala dans sa requête à fin d'intervention, conduit à la confusion et à la désorientation, car pour le Guatemala, les deux affaires (celle qui l'oppose au Belize et celle qui oppose le Belize au Honduras) sont un *totum revolutum* qu'il utilise à sa guise, dans les deux procédures ouvertes devant la Cour. Cette confusion de procédures peut altérer les éléments fondamentaux du droit à un procès équitable, au détriment d'une bonne administration de la justice. La Cour ne devrait pas valider, dans un cas unique et sans précédent, l'absence de justification documentaire pour intervenir.

6. Avant d'examiner le contenu et la portée de la requête à fin d'intervention présentée par le Guatemala à la lumière du Statut et du Règlement de la Cour, le Honduras formule deux observations préliminaires, destinées à contextualiser la requête à fin d'intervention du Guatemala. Premièrement, cette requête constitue un cas unique, sans précédent jusqu'à ce jour, dans la pratique de la Cour, et doit être examinée considérant les circonstances en l'espèce. Deuxièmement, la demande est formulée par le Guatemala en tant que non-partie.

1. La requête à fin d'intervention présentée par le Guatemala : Un cas unique

7. L'existence d'une autre affaire en attente de résolution auprès de la Cour, entre le Guatemala et le Belize, exige plus que jamais que la requête à fin d'intervention présentée par le Guatemala « ne peut être appréciée que concrètement et que par rapport à toutes les circonstances de l'espèce »[1]. Compte tenu de ces circonstances particulières, le Honduras considère que la Cour doit la déclarer irrecevable.

8. Le 7 juin 2019 la Cour a été saisie d'un différend entre le Guatemala et le Belize par voie de compromis (*Revendication territoriale, insulaire et maritime du Guatemala (Guatemala/Belize)*. Par la suite, le Belize a enregistré au Greffe de la Cour le 16 novembre 2022, une requête introductive d'instance à l'encontre du Honduras concernant la souveraineté sur les cayes Zapotillos, que les deux parties revendiquent. Il s'agit de deux litiges autonomes qui présentent, comme le souligne de manière exhaustive le contre-mémoire du Honduras (ci-après CMH), un objet juridique apparemment similaire (en ce qui concerne un seul aspect, la souveraineté), bien qu'il soit très différent dans tous les autres aspects[2], comme il y aura lieu de le prouver au moment opportun durant la procédure.

[1] *Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras), requête à fin d'intervention, arrêt, C.I.J. Recueil 1990*, p. 117-118, par. 61.
[2] CMH, par. 35-40 et 57-86.

9. Dans sa requête à fin d'intervention, le Guatemala affirme qu'il se produit un chevauchement avec l'une des prétentions que le Belize soutient dans les deux affaires[3]. Ce chevauchement, selon le Guatemala, engendrerait à lui seul, la nécessité pour la Cour d'admettre sa requête à fin d'intervention dans le différend relatif à la *Souveraineté sur les cayes de Sapodilla (Belize c. Honduras)*. Le Guatemala allègue qu'il entend empêcher qu'une décision de la Cour dans ce procès, puisse « touch upon or prejudice the legal rights and interest of the Republic of Guatemala »[4].

10. Toutefois, en analysant la requête à fin d'intervention présentée par le Guatemala dans cette procédure, la Cour doit nécessairement apprécier un fait objectif qui rend cette requête un cas unique, sans précédent dans la pratique de la Cour. Contrairement à des litiges antérieurs, dans lesquels une tierce partie avait présenté une requête à fin d'intervention, en vertu de l'article 62 du Statut, dans le cas présent, la Cour examine une autre affaire entre le Guatemala et le Belize dans laquelle, entre autres différends, les deux parties revendiquent leur souveraineté sur les cayes Zapotillos.

11. Compte tenu de ce fait objectif, le Guatemala ne peut pas être à la fois partie et intervenant dans deux procédures jugées parallèlement devant la Cour et qui portent directement ou indirectement sur un objet déterminé, la souveraineté sur un groupe de cayes. Il s'agit là d'une anomalie procédurale contraire au droit à un procès équitable, car elle modifie la nature et le statut juridique, tant de l'institution de la partie en litige que de celle de l'intervention. Le Guatemala entend défendre devant la Cour des intérêts identiques en tant qu'État partie et en tant qu'État intervenant dans deux procédures distinctes.

12. Il convient de rappeler que l'institution de l'intervention est une procédure volontaire d'autoprotection, à titre incident, mise à la disposition des États tiers afin qu'ils puissent l'activer, s'ils considèrent que dans une procédure portée devant la Cour, un intérêt juridique qui leur soit propre peut être affecté. Conformément au Statut et au Règlement de la Cour[5], il s'agit d'une institution qui respecte le principe de la bilatéralité (l'organisation bilatérale traditionnelle de la résolution judiciaire des différends internationaux) et de la résistance à admettre qu'un tiers puisse intervenir dans une procédure en cours (*pendente litis*)[6].

---

[3] *Application for permission to intervene by the Government of the Republic of Guatemala, 1 December 2023*, par. 6.
[4] Ibid., par. 10(b).
[5] Voir l'article 62 du Statut en relation avec les articles 81, 84 et 85 du Règlement de la Cour.
[6] La défense fermée de la délimitation bilatérale de leurs espaces marins, mise en œuvre par la Libye et par Malte à l'encontre de la requête à fin d'intervention de l'Italie, sert de précédent à la nature essentiellement binaire de la justice internationale : *Plateau continental (Jamahiriya arabe libyenne/Malte), requête à fin d'intervention, arrêt, C.I.J. Recueil 1984*, p. 14-18, par. 20-27.

13. Il est évident que le tiers n'a aucun droit d'intervenir dans la procédure, sauf pour des raisons très justifiées, ce qui n'est pas le cas dans cette affaire. Toutefois, même dans un tel cas, il ne deviendrait pas pour autant partie, mais un simple intervenant disposant du pouvoir d'être entendu uniquement aux fins d'informer la Cour de ses intérêts prétendument lésés. L'État qui demande à intervenir est tenu d'identifier un intérêt réel et juridique susceptible d'être affecté par la décision de la Cour, et également de prouver de quelle manière il pourrait être affecté pendant la procédure.

14. En ce sens, du point de vue du Honduras, la requête à fin d'intervention du Guatemala viole les « principes juridiques généraux de procédure » reconnus par la Cour, lesquels développent le Statut et le Règlement[7], notamment le droit à un procès équitable.

2. La requête à fin d'intervention du Guatemala est formulée en tant que non-partie

15. La jurisprudence de la Cour a établi qu'un État peut être autorisé à intervenir au titre de l'article 62 du Statut, soit en tant que non-partie soit en tant que partie[8].

16. La Cour a souligné que le statut d'intervenant en tant que partie nécessite, en tout cas, l'existence d'une base de compétence entre les États concernés, dont la validité est établie par la Cour au moment où elle autorise l'intervention[9]. Cependant, il n'existe aucune base juridictionnelle entre le Guatemala et le Honduras, comme le reconnaît expressément Guatemala[10]. Ce fait, l'absence d'une base juridictionnelle, mérite d'être souligné. Par conséquent, malgré le silence du Guatemala dans sa requête, il faut nécessairement déduire qu'elle est formulée en tant que non-partie.

17. Il convient de rappeler qu'une intervention en tant que non-partie, signifie que l'intervenant ne peut ni introduire un nouveau différend dans la procédure, ni participer à un débat qui ne concernerait que les États parties.

18. La nature de cette requête à fin d'intervention en tant que non-partie, implique que le Guatemala souhaite que l'affaire de la *Revendication territoriale, insulaire et maritime du Guatemala (Guatemala/Belize)* et celle relative à la *Souveraineté sur les cayes de Sapodilla (Belize c. Honduras)* soient instruites

---

[7] *Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras), requête à fin d'intervention, arrêt, C.I.J. Recueil 1990*, p. 135-136, par. 102.
[8] Ibid., p. 134-135, par. 99.
[9] *Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie), requête du Honduras à fin d'intervention, arrêt, C.I.J. Recueil 2011*, p. 432, par. 28-29.
[10] *Application for permission to intervene by the Government of the Republic of Guatemala, 1 December 2023*, par. 12.

séparément par la Cour. Le Belize semble approuver cette approche procédurale[11], qui est également partagée par le Honduras. Ce fait, l'existence de deux procédures différentes ouvertes devant la Cour, mérite également d'être souligné.

19. Il convient également de souligner que le Belize, tant dans sa demande d'instance que dans son mémoire (ci-après MB), définit clairement cette séparation des procédures, en demandant à la Cour « to adjudge and declare that, as between Belize and Honduras, Belize is sovereign over de Sapodilla Cayes »[12]. Il argumente également ce qui suit : « Each of the two disputes concerning sovereignty over the Sapodilla Cayes –between Belize and Honduras, and between Belize and Guatemala, respectively– can be dealt with as between the parties to each case, consistently with Article 59 of the Statute of the Court »[13].

II. La requête à fin d'intervention présentée par le Guatemala n'est pas conforme au Statut et au Règlement de la Cour

20. La possibilité d'intervention prévue au paragraphe 1 de l'article 62 du Statut de la Cour, n'accorde automatiquement (*ipso facto*) aucun droit à l'État requérant[14]. Conformément au principe de bonne administration de la justice et compte tenu des circonstances en l'espèce, la Cour doit examiner si les conditions prévues par le Statut et le Règlement de la Cour sont remplies.

21. Lors de cet examen, la Cour doit tenir compte des aspects suivants : l'intérêt d'ordre juridique qui peut être affecté, l'objet de la requête à fin d'intervention, la documentation présentée par l'État pour étayer sa requête (inexistante, comme cela a déjà été signalé en ce qui concerne la requête du Guatemala), et le moment procédural auquel la requête à fin d'intervention est présentée.

22. Concernant le moment de la procédure auquel la requête à fin d'intervention est présentée, le Honduras attire l'attention de la Cour sur la date de présentation de la requête à fin d'intervention. Le Guatemala a présenté sa requête le 1er décembre 2023, trois jours avant que le Honduras ne présente son contre-mémoire. La demande du Guatemala a donc été formulée avant de connaître la position du Honduras dans la procédure relative à la *Souveraineté sur les cayes de Sapodilla (Belize c. Honduras)*. Ce fait révèle la volonté du Guatemala, en présentant sa requête à fin d'intervention : instrumentaliser le différend opposant le Belize au Honduras pour servir leurs intérêts et poursuivre ainsi le litige contre le Belize.

---

[11] C'est ce qu'il peut être déduit de leurs Observations écrites du 18 janvier 2024.
[12] *Application Instituting Proceedings, 16 November 2022*, par. 22 ; MB, p. 87 (Submissions).
[13] MB, par. 11.
[14] *Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie), requête du Honduras à fin d'intervention, arrêt, C.I.J. Recueil 2011*, p. 433-434, par. 35.

23. Le Guatemala prétend influencer l'institution de l'intervention dans son seul intérêt. Cela dit, la Cour prévoit, dans des conditions exceptionnelles, la possibilité de rejeter une demande pour abus de procédure : « Seules des circonstances exceptionnelles peuvent justifier que la Cour rejette, pour abus de procédure, une demande fondée sur une base de compétence valable »[15]. Nous considérons que dans le cas présent, une demande d'intervention fondée sur l'article 62 du Statut de la Cour devrait être rejetée en raison d'un abus de procédure évident. En effet, les principes juridiques généraux de procédure, déjà évoqués, empêchent l'exercice d'un droit de procédure, s'il est contraire au but pour lequel ce droit a été établi.

24. Nous insistons sur le fait que nous sommes face à un cas unique. Jamais auparavant, un État partie dans une procédure n'avait tenté d'intervenir simultanément dans deux affaires, mais pour faire valoir les mêmes droits et intérêts juridiques relatifs à des différends maritimes *sub judice*. Bien que le Guatemala ne soit pas partie à l'affaire, son intervention modifierait les conditions du litige opposant le Belize et le Honduras, provoquant indirectement une sorte de nouvelle controverse dans cette autre procédure en cours[16]. Il s'agit là d'un abus injustifié à l'encontre du droit à un procès équitable.

25. La présente observation écrite du Honduras porte ensuite sur les deux aspects les plus pertinents, cités *supra*[17] : l'intérêt juridique pouvant être affecté et l'objet de la requête à fin d'intervention.

1. Un intérêt d'ordre juridique apparent ne peut être affecté si le Guatemala dispose de mécanismes de procédure efficaces et suffisants, pour défendre celui-ci devant la Cour

26. Pour étayer sa requête à fin d'intervention, le Guatemala identifie une série d'éléments qui, bien qu'assez imprécis et non exhaustifs[18], façonneraient l'intérêt d'ordre juridique pertinent aux fins d'invoquer le paragraphe 1 de l'article 62 du Statut et l'alinéa *a)* du paragraphe 2 de l'article 81 du Règlement de la Cour :

---

[15] *Immunités et procédures pénales (Guinée équatoriale c. France), exceptions préliminaires, arrêt, C.I.J. Recueil 2018*, p. 336, par. 150 ; *Allégations de génocide au titre de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Ukraine c. Fédération de Russie ; 32 États intervenants), arrêt, C.I.J. 2024*, par. 113.

[16] La Cour a déjà considéré que l'Italie introduisait une nouvelle controverse par le biais de la requête a fin d'intervention dans l'affaire sur la délimitation du plateau continental entre la Libye et Malte : *Plateau continental (Jamahiriya arabe libyenne/Malte), requête à fin d'intervention, arrêt, C.I.J. Recueil 1984*, p. 22-23, par. 34-36.

[17] Voir *supra*, par. 21.

[18] *Application for permission to intervene by the Government of the Republic of Guatemala, 1 December 2023*, par. 9.

(i) « a decision of the Court that "Belize is sovereign over the Sapodilla Cayes", as Belize requests, would inevitably affect Guatemala's legal interests and rights with respect to those islands ».

(ii) « a discussion in the Court's reasoning that the United Kingdom would have had sovereignty over the Sapodillas before 1821, a point which Belize also argues in the *Guatemala/Belize* case ».

(iii) « a discussion in the Court's reasoning of instruments negotiated and/or signed by Guatemala invoked by Belize ».

(iv) « a discussion in the Court's reasoning of any exchanges between Guatemala and the United Kingdom or Belize with respect to the Sapodillas ».

(v) « a discussion in the Court's reasoning of the alleged recognition of Belize's sovereignty by third States ».

27. Il incombe à la Cour de déterminer l'existence d'un intérêt d'ordre juridique susceptible d'être affecté par la décision rendue dans l'affaire relative à la *Souveraineté sur les cayes de Sapodilla (Belize c. Honduras)*. *Prima facie*, il est évident que l'ensemble des éléments sur lesquels le Guatemala fonde sa demande d'intervention sont tous liés au différend qui l'oppose au Belize, concernant les cayes Zapotillos, sans conséquences pour le Honduras. Le Honduras soutient qu'en procédant à cette analyse, la Cour doit tenir compte de l'application en l'espèce, du principe de bonne administration de la justice. La Cour doit, en particulier, considérer deux aspects essentiels.

28. En premier lieu, la Cour instruit parallèlement, depuis 2022, à la fois la procédure concernant la *Revendication territoriale, insulaire et maritime du Guatemala (Guatemala/Belize)* et celle relative à la *Souveraineté sur les cayes de Sapodilla (Belize c. Honduras)*. L'instruction parallèle des deux procédures en cours est pacifique, car elle a été acceptée expressément ou implicitement par toutes les parties aux deux litiges.

29. Conscient des difficultés que cette situation entraîne pour la Cour, et afin de faciliter la bonne administration des procédures simultanées, le Honduras a montré sa bonne volonté en acceptant que, dans l'affaire relative à la *Souveraineté sur les cayes de Sapodilla (Belize c. Honduras)*, les parties ne désigneraient pas de juges *ad hoc*, malgré l'avantage objectif que représente cette désignation pour le Belize dans l'autre procédure. En outre, conformément au paragraphe 2 de l'article 45 du Règlement de la Cour, le Honduras a laissé à cette dernière le soin de décider de la nécessité, pour les parties dans cette procédure, de présenter des écrits de réplique et duplique, sans recourir à son droit de demander la suite de la procédure écrite. La Cour a décidé que ces pièces n'étaient pas nécessaires et qu'elle informerait les parties des détails relatifs à

la procédure orale. Cependant, l'incident procédural soulevé par le Guatemala est contraire à l'instruction parallèle et pacifique des deux procédures, puisqu'il retarde inutilement l'une d'entre elles.

30. Selon le Honduras, l'instruction parallèle des deux procédures que mène la Cour constitue une garantie suffisante pour éviter que tout intérêt d'ordre juridique allégué par le Guatemala, ne soit affecté dans l'affaire de la *Souveraineté sur les cayes de Sapodilla (Belize c. Honduras)*. La Cour a jusqu'à présent adopté les mesures appropriées pour éviter que cela ne se produise et peut continuer à le faire *motu proprio* durant la procédure orale des deux litiges ainsi que dans les deux arrêts qu'elle rendra ; sans qu'une intervention du Guatemala ne soit nécessaire.

31. En second lieu, les arguments avancés par le Guatemala pour suggérer l'existence d'un intérêt d'ordre juridique sont bien connus de la Cour. Le Guatemala les a déjà longuement exposés dans sa mémoire et dans sa réplique, dans l'affaire de la *Revendication territoriale, insulaire et maritime du Guatemala (Guatemala/Belize)*. Au-delà des arguments qui pourraient être développés durant la procédure orale de cette dernière affaire, le Guatemala a dûment informé la Cour de :

(i) sa position concernant la souveraineté des cayes Zapotillos avant 1821 ;

(ii) les traités négociés par le Guatemala pertinents dans cette affaire ;

(iii) les échanges avec le Royaume-Uni concernant les cayes Zapotillos ; et

(iv) une reconnaissance alléguée par des tiers de la souveraineté du Belize.

32. Le Honduras réitère que, plutôt que d'informer la Cour de l'existence d'un intérêt d'ordre juridique, le Guatemala prétend, à l'aide de sa requête à fin d'intervention, obtenir une nouvelle opportunité de poursuivre le litige contre le Belize. Cette prétention est certainement injustifiée et excessive, car le Guatemala aura encore la possibilité de défendre ses droits présumés et ses intérêts, lors de la procédure orale de l'affaire de la *Revendication territoriale, insulaire et maritime du Guatemala (Guatemala/Belize).*

33. La Cour aura bien l'occasion d'examiner les plaidoiries écrites déjà présentées par le Guatemala, ainsi que celles qu'il présentera au cours de la procédure orale de l'affaire concernant la *Revendication territoriale, insulaire et maritime du Guatemala (Guatemala/Belize)*, lors du délibéré de cette affaire. Tout intérêt d'ordre juridique apparent du Guatemala à intervenir dans l'autre affaire peut être garanti par la Cour tout au long de la procédure.

34. Au vu de ce qui précède, le Honduras considère, premièrement, que l'intérêt d'ordre juridique apparent que le Guatemala allègue dans l'affaire relative à la

Souveraineté sur les cayes de Sapodilla (Belize c. Honduras) « ne peut être considéré comme susceptible d'être en cause en l'espèce »[19] au sens de l'article 62 du Statut. Et deuxièmement, que le Guatemala dispose de mécanismes de procédures efficaces et suffisants pour garantir tout intérêt d'ordre juridique apparent dans le cadre de l'affaire de la *Revendication territoriale, insulaire et maritime du Guatemala (Guatemala/Belize)*. Ces mécanismes ont été activés par le Guatemala. Nous rappelons que cette action, fait de la demande du Guatemala un cas unique dans la jurisprudence de la Cour à propos de l'incident d'intervention.

35. En définitive, le Guatemala a fait un usage inapproprié ou anormal du mécanisme procédural d'intervention, violant les principes généraux de procédure reconnus par la Cour, en particulier le droit à un procès équitable. Dans le cas où l'intervention du Guatemala était acceptée, il y aurait un risque qu'il devienne matériellement une autre partie dans l'affaire opposant le Belize et le Honduras, modifiant ainsi son caractère bilatéral et créant, *de facto*, une nouvelle controverse.

2. L'objet de la requête à fin d'intervention du Guatemala, devient inutile et contraire à la bonne administration de la justice

36. L'alinéa *b)* du paragraphe 2 de l'article 81 du Règlement de la Cour établit une autre exigence que la Cour doit vérifier pour évaluer la requête à fin d'intervention. L'État doit préciser « l'objet précis de l'intervention ».

37. Le Honduras réitère que pour procéder à cet examen dans le cadre de la présente requête à fin d'intervention, la Cour doit également tenir compte des circonstances en l'espèce. En particulier, deux aspects juridiques revêtent une importance particulière :

(i) la procédure parallèle dans l'affaire de la *Revendication territoriale, insulaire et maritime du Guatemala (Guatemala/Belize)* ; et

(ii) l'objet très différent des deux procès, au-delà de la revendication de souveraineté sur les cayes Zapotillos.

38. En premier lieu, le Guatemala ne peut se contenter d'affirmer que la Cour doit accepter sa requête afin de veiller à ce qu'aucun intérêt d'ordre juridique ne puisse être affecté sans que l'intervenant ait été entendu. Toutefois, la procédure parallèle dans l'affaire de la *Revendication territoriale, insulaire et maritime du Guatemala*

[19] *Plateau continental (Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne), requête à fin d'intervention, arrêt, C.I.J. Recueil 1981*, p. 19, par. 33 ; *Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie), requête du Costa Rica à fin d'intervention, arrêt, C.I.J. Recueil 2011*, p. 368, par. 67.

(Guatemala/Belize) garantit à tout moment, le droit du Guatemala de présenter ses arguments à trois reprises, deux durant la procédure écrite et une autre (toujours en attente) pendant la procédure orale. Les allégations et l'abondante documentation présentée par le Guatemala, dans ses pièces de procédure écrite, le prouvent.

39. En deuxième lieu, l'objet des deux litiges est très différent, à l'exception d'un point. La revendication du Guatemala dans l'affaire contre le Belize, est l'attribution et la délimitation des espaces terrestres (surtout sur le continent) et maritimes, dans lesquels la revendication de souveraineté sur les cayes Zapotillos, un ensemble d'accidents géographiques mineurs, s'inclut de manière secondaire, accessoire et subordonnée. Cependant, à son tour, le différend entre le Belize et le Honduras concerne uniquement la souveraineté sur cet ensemble de cayes. Par ailleurs, cette affaire présente d'autres particularités dont la Cour devra tenir compte lors de l'établissement de l'objet de l'intervention.

40. C'est peut-être pour cette raison que l'objet de l'intervention du Guatemala semble vague et imprécis[20], voire artificiel, ce qui contrevient à la condition requise à l'alinéa *b)* du paragraphe 2 de l'article 81 du Règlement de la Cour. Le Guatemala prétend *stricto sensu* par son intervention, répéter tout ce qu'il a déjà allégué dans son procès contre le Belize depuis 2019, ce qui invalide l'objet et la nécessité de son intervention[21] :

> « To inform the Court of the nature and extent of Guatemala's rights, which may be affected by the Court's decision on the issue of sovereignty over the Sapodillas. Guatemala's Application also seeks to ensure that the Court's determinations do not touch upon or prejudice the legal rights and interests of Guatemala ».

41. La Cour, lorsqu'elle rendra son arrêt dans les deux affaires, pourra se contenter de prendre en compte « comme d'un fait, de l'existence d'autres États ayant des prétentions »[22]. Le caractère relatif des effets des arrêts de la Cour reconnus à l'article 59 du Statut, ainsi que l'instruction parallèle et simultanée (dans une correspondance temporelle évidente) des deux procédures par la Cour, empêchent que tout droit et intérêt des parties (y compris ceux qui correspondent vraisemblablement au Guatemala) puisse être lésé par une décision rendue dans l'affaire relative à la *Souveraineté sur les cayes de Sapodilla (Belize c. Honduras)*.

---

[20] *Application for permission to intervene by the Government of the Republic of Guatemala, 1 December 2023*, par. 10.
[21] Ibid., par. 10(b).
[22] *Plateau continental (Jamahiriya arabe libyenne/Malte), requête à fin d'intervention, C.I.J. Recueil 1984*, p. 26-27, par. 43 ; *Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie), requête du Costa Rica à fin d'intervention, arrêt, C.I.J. Recueil 2011*, p. 363, par. 51. Voir aussi *Statut juridique du Groënland oriental (Danemark c. Norvège), C.P.J.I. série A/B nº 53*, p. 46.

42. Pour toutes ces raisons, l'objet de l'intervention proposée par le Guatemala devient inutile et contraire à la bonne administration de la justice. L'objet de l'intervention n'est donc pas conforme à l'objet et à la finalité de l'article 62 du Statut de la Cour.

III. Observations finales du Honduras

43. Le Guatemala affirme dans sa requête à fin d'intervention[23] que par l'ordonnance du 2 février 2023 « le représentant du Belize a noté le lien entre les questions soulevées dans la présente affaire et celles posées à la Cour dans l'affaire de la *Revendication territoriale, insulaire et maritime du Guatemala (Guatemala/Belize)* »[24].

44. Le Honduras considère que cette déclaration, faite par le représentant du Belize lors d'une réunion avec les représentants des Parties (en application de l'article 31 du Règlement de la Cour), ne peut en aucun cas être assimilée à la déclaration faite par la Cour dans le cas de la *Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria*[25], qui a conduit à l'intervention de la Guinée-équatoriale dans cette affaire.

45. Le Honduras rappelle le caractère discrétionnaire, pour la Cour, de la décision concernant cet incident de procédure :

> « Il revient en effet à la Cour, en charge de la bonne administration de la justice, de se prononcer conformément aux termes du paragraphe 2 de l'article 62 du Statut sur la demande d'intervention et d'en déterminer les limites et la portée. Mais, en tout état de cause, il convient que la condition posée par le paragraphe 1 de l'article 62 soit remplie »[26].

46. D'une manière générale, il est essentiel, pour accepter une requête à fin d'intervention, que l'intérêt d'ordre juridique soit susceptible d'être en cause en l'espèce. Dans le cadre de cette affaire, la non-atteinte aux droits et aux intérêts du Guatemala en vertu de sa participation en tant que partie dans l'affaire de la *Revendication territoriale, insulaire et maritime du Guatemala (Guatemala/Belize),*

---

[23] *Application for permission to intervene by the Government of the Republic of Guatemala, 1 December 2023*, par. 12.
[24] *Souveraineté sur les cayes de Sapodilla (Belize c. Honduras), ordonnance, 2 février 2023*, p. 2.
[25] *Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria, exceptions préliminaires, arrêt, C.I.J. Recueil 1998*, p. 324, par. 116.
[26] *Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie), requête du Costa Rica à fin d'intervention, arrêt, C.I.J. Recueil 2011*, p. 358, par. 25.

rend sa requête dans le présent litige superflue et retarde inutilement la procédure dans l'affaire relative à la *Souveraineté sur les cayes de Sapodilla (Belize c. Honduras)*.

47. La requête à fin d'intervention du Guatemala porte préjudice à la bonne administration de la justice et à la position dans la procédure du Honduras dans l'affaire relative à la *Souveraineté sur les cayes de Sapodilla (Belize c. Honduras)* pour les raisons évoquées tout au long des présentes Observations.

IV. Conclusions

48. La Cour a le pouvoir discrétionnaire de décider d'admettre une requête à fin d'intervention, en vertu du paragraphe 2 de l'article 62 du Statut de la Cour. À la lumière des arguments exposés, le Honduras considère que la requête à fin d'intervention du Guatemala, qui constitue un cas sans précédent, s'avère un abus de procédure manifeste qui va au-delà de l'objet et la finalité du paragraphe 1 de l'article 62 du Statut et des paragraphes 2 et 3 de l'article 81 du Règlement de la Cour. Le Guatemala, quant à lui, ne prouve pas l'existence d'un intérêt d'ordre juridique susceptible d'être en cause en l'espèce.

49. Par conséquent, le Honduras considère et demande à la Cour que la requête soit rejetée.

La Haye, 15 Février 2024.

REPUBLICA DE HONDURAS
Corte de Honduras ante la Corte Internacional de Justicia

Patricia LICONA
Agent du Honduras auprès de la Cour Internationale de Justice